

Nouvelles locales du mercredi 6 janvier 2016

@rib News, 07/01/2016 | Gouvernance - Selon certaines informations, la mesure de suspension de l'administrateur de la commune Mukaza cache pas mal de non-dits. Selon une source au sein du parti au pouvoir, au-delà des raisons officielles, la suspension par mesure d'ordre de Suzanne Ndayisaba est liée également à son opposition contre les assassinats des personnes opposées au troisième mandat du Président Nkurunziza qui habitent dans les quartiers dits "contestataires" de la capitale Bujumbura.

Cet ancien administrateur, avait intercéder plusieurs reprises en faveur de jeunes hommes auprès de la police et les agents du Service National des renseignements, des jeunes qui devaient sans doute être tués par la suite. Suzanne Ndayisaba aurait témoigné pour plusieurs d'entre eux invoquant qu'elle les connaissait bien afin d'obtenir leur ce qui ne plaisait pas du tout aux concepteurs de ce plan de répression, poursuit cette même source. Elle ajoute également que Suzanne Ndayisaba, qui est aussi une militante du parti CNDD-FDD, aurait exprimé dans plusieurs réunions son refus de voir assassiner des supposés opposants au troisième mandat. Cette source termine en disant que le parti CNDD-FDD a voulu alors se débarrasser d'elle pour continuer son plan machiavélique et que l'implication systématique des opposants va se poursuivre et quiconque osera dénoncer sera suspendue de ses fonctions comme l'administrateur de Mukaza.

Justice - L'audience consacrée au réquisitoire dans l'affaire des présumés putschistes s'est achevée ce mercredi soir. Dans cette affaire, certains des 28 prévenus n'avaient jamais été entendus. C'est le cas du Général Hermenegilde Nimenya qui s'est exprimé à la barre en affirmant que face à la division au sein des corps de défense et des ordres qui étaient donnés aux policiers de tuer des citoyens paisibles, il ne pouvait faire autrement. Il a ensuite demandé à la Cour de le considérer comme un héros et non comme un coupable. Le ministre public a requis une peine de servitude pénale pour tous les présumés putschistes, c'est à dire la prison à vie. L'audience s'ouvrait avec l'intervention des parties civiles qui ont demandé des dommages. Ainsi, un représentant de l'armée burundaise au nom de la Force de Défense Nationale (FDN) a établi un dommage allant jusqu'à 793.951.900 FBU pour les armes et munitions perdues les 13 et 14 mai lors de la tentative de putsch. Il a par ailleurs demandé le remboursement des frais d'enterrement pour les 9 militaires tués durant le coup de force. Pour le ministre de la Santé publique, les dommages qui sont pris en compte concernent la période du 26 Avril (date de la première manifestation anti-troisième mandat) au 13 Mai. Le montant exigé dépasse les 13.5 milliards (FBU). Selon le ministre de la Santé publique, le plan de renversement des institutions a débuté au premier jour de la contestation. Quant à la radio Rema FM, elle demande 4.213.800.000 (FBU) pour la destruction de son matériel et de ses bâtiments. L'affaire est mise en délibéré et le verdict sera rendu le 14 janvier 2016.

Politique - Alors que ce mercredi devraient s'ouvrir à Arusha en Tanzanie les négociations entre le pouvoir de Bujumbura et ses opposants, le gouvernement s'est officiellement ce mardi par la voix du secrétaire permanent du ministre des relations extérieures Joseph Bangurambona. Il confirme qu'aucune date n'est jusqu'ici fixée pour ces négociations entre le Gouvernement et le médiateur. Il explique que les autorités burundaises ne peuvent en aucun cas s'asseoir à la même table avec les putschistes de mai dernier ou ceux qu'il accuse d'utiliser les armes pour le combattre et cette position reflète la résolution du Conseil de Santé publique qui privilégie la voie du dialogue mais sans les personnes qui combattent avec des armes. Pour ce qui est du report de la date de ce dialogue inter-burundais, le Ministre des Relations Extérieures pense avoir été mal compris par la médiation du Président Museveni. Ainsi, le secrétaire permanent au sein dudit ministère a annoncé que si son patron a affirmé que le gouvernement sera en congé jusqu'au 15 janvier 2016, cela signifie pas que le dialogue pourrait reprendre à partir du 16 janvier et que la date de reprise n'a pas encore fait objet de consensus. Quoi qu'il en soit, le médiateur doit se convenir avec le Gouvernement sur la poursuite de ce dialogue lorsque les conditions posées trouveront des réponses, a indiqué Joseph Bangurambona.

L'opposition quant à elle estime que la médiation devrait programmer sans attendre les nouvelles dates. Pour Tati Sibomana, son porte-parole, le début des négociations signifie l'arrêt immédiat des violences. Or, plus elles traînent à commencer, plus les gens continuent à être tués, enlevés, torturés, jetés ici ou ailleurs ou emprisonnés sans motifs valables. Le parti prône aussi que visiblement le Gouvernement de fait de Bujumbura a intérêt à ce que le processus des négociations soit le plus possible car pour lui les négociations ne sont pas nécessaires. Tati Sibomana constate cependant que le Gouvernement est forcé par la communauté régionale et internationale à y participer. Il attire de plus l'attention du médiateur dans la crise burundaise d'éviter de tomber dans les manipulations des institutions de Bujumbura.

Droit de l'homme - Inquiétudes à Jabe après l'arrestation de 3 hommes interpellés ce mardi matin à Jabe dont un certain Rik Ndereyimana. Il y a trois mois, ce dernier avait été victime d'un accident alors qu'il revenait chez lui. Ce commerçant a eu une fracture au niveau du dos et porte toujours un plâtre. Ses voisins craignent pour sa santé et sa santé et redoutent qu'il soit éliminé au vu de son plâtre. Ils peuvent penser que c'est lié au maniement d'une arme, estiment-ils.

Sécurité - Une personne a été tuée et une autre grièvement blessée dans la nuit de mardi à mercredi à Gihanga province Bubanza, sur la RN5. Des hommes en uniformes militaires ont tendu une embuscade à la huitième transversale de Gihanga, blessant grièvement une femme qui a succombé après quelques minutes alors que son enfant a également été blessé. Ces hommes armés et en uniformes militaires avaient érigé des barricades en pleine route, des barricades constituées de troncs d'arbres et de troncs de bananiers. Une ambulance de l'hôpital de Maba provenance de Bujumbura y est arrivée, les agresseurs l'ont obligée de s'arrêter mais elle a foncé, a brisé la barre elle a roulé à toute allure. C'est ainsi qu'elle a été suivie par des balles et les victimes se trouvaient à bord de l'un des rescapés se dit étonné de voir comment les militaires qui étaient proches du lieu du drame n'ont pas fait ce que pour repousser l'ennemi. Pour lui, ces malfaiteurs seraient ceux qui avaient l'habitude de kidnapper des gens à Gihanga.